

Bouvier Félix, Michel Allard, Paul Aubin et Marie-Claude Larouche, *L'histoire nationale à l'école québécoise. Regards sur deux siècles d'enseignement*, Québec, Septentrion, 2012, 508 pages

Catherine Larochelle

Volume 32, numéro 2, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027201ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027201ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers d'histoire

ISSN

0712-2330 (imprimé)

1929-610X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larochelle, C. (2013). Compte rendu de [Bouvier Félix, Michel Allard, Paul Aubin et Marie-Claude Larouche, *L'histoire nationale à l'école québécoise. Regards sur deux siècles d'enseignement*, Québec, Septentrion, 2012, 508 pages]. *Cahiers d'histoire*, 32(2), 157–160. <https://doi.org/10.7202/1027201ar>

.....

Catherine Larochelle
Université de Montréal

Bouvier Félix, Michel Allard, Paul Aubin
et Marie-Claude Larouche, *L'histoire nationale à l'école
québécoise. Regards sur deux siècles d'enseignement*,
Québec, Septentrion, 2012, 508 pages.

L'enseignement de l'histoire au Québec a fait couler beaucoup d'encre depuis la préparation du nouveau programme d'histoire du Québec en 2006. Les auteurs du livre *L'histoire nationale à l'école québécoise...* se sont intéressés à cette question polémique en tentant de retracer l'histoire de cet enseignement depuis le XIXe siècle. L'introduction, par Félix Bouvier et Michel Allard, présente les thèmes abordés dans les quelques 500 pages que compte le livre : l'histoire nationale dans les programmes d'enseignement, les manuels d'histoire et les débats publics que cet enseignement a suscités (et suscite encore). L'introduction se termine par une question intéressante : « N'est-ce pas le propre de l'enseignement de l'histoire nationale de façonner par ses biais les perceptions et comportements des prochaines générations ? » (p. 14). Elle aurait toutefois mérité d'être approfondie,

car l'introduction manque de théorisation et ne présente pas l'historiographie propre au thème du livre. Même si les auteurs prétendent que le sujet de leur livre est original, une revue rapide de ce qui s'est fait ailleurs aurait été bienvenue (entre autres le livre de Picard et De Cock, cité dans plusieurs chapitres).

Dans les premiers chapitres, les auteurs s'intéressent à l'enseignement de l'histoire nationale avant 1960. L'histoire est apparue dans les écoles primaires et les collèges classiques dans les décennies précédant 1850. Ces cinq premiers chapitres sont consacrés aux premiers programmes scolaires qui mentionnent l'histoire comme matière autonome, aux manuels, à la pédagogie utilisée ainsi qu'aux autres enseignements où l'histoire nationale est présente. Dans le chapitre cinq, Aubin illustre bien comment les quinze années précédant la Révolution tranquille marquent une rupture avec ce qui précède et ce qui suit. En effet, entre 1948 et 1963, l'idéologie cléricalo-nationaliste submerge les programmes scolaires et on assiste au même moment à l'âge d'or de l'édition des manuels d'histoire par les congrégations religieuses. Les chapitres suivants traitent tour à tour de l'histoire nationale à l'école primaire, au secondaire, au collégial et dans les communautés autochtones à partir de la Révolution tranquille.

Tout au long de l'ouvrage, la pédagogie, puis la didactique de l'enseignement de l'histoire sont interrogées. Les discours pédagogiques qui apparaissent à la fin du XIXe siècle condamnent l'idée d'enseigner l'histoire « par cœur » et l'utilisation des manuels par les très jeunes écoliers. Puis, à partir des années 1960, l'enseignement de l'histoire se fixe de nouveaux objectifs : développer le sens spatial et temporel des enfants, les initier à la méthode historique, servir l'éducation à la citoyenneté...

En filigrane, l'ouvrage s'intéresse aux interprétations de l'histoire enseignées à l'école. Dès le XIXe siècle, deux critiques se mettent en place, qui perdurent jusqu'à nos jours. D'une part, le manuel de Joseph-François Perreault publié en 1831 présente la Conquête de 1760 comme un bienfait pour les Canadiens de

l'époque. Cette première interprétation donnera naissance au courant « bonne-ententiste » qui prévalut dans « l'école de Laval » au milieu du XXe siècle. Cette explication mènera, au fil des décennies, à minimiser les événements conflictuels de l'histoire pour cultiver la bonne entente entre les deux communautés linguistiques de la province. Quelques années après Perreault, François-Xavier Garneau instaure un deuxième courant d'interprétation plus nationaliste. Selon l'historien, la Conquête n'a pas eu que des bienfaits pour le peuple canadien mais l'a plutôt laissé ruiné. La lutte des Canadiens français pour leurs droits politiques durant le siècle qui suivit la Conquête n'est qu'un des exemples qu'utilisent Garneau pour minimiser les supposés bienfaits du passage au régime anglais. Ce courant trouvera preneur et aura son heure de gloire au milieu du XXe siècle sous l'égide des historiens de « l'école de Montréal ». Toutefois, le livre montre que, la plupart du temps, c'est l'explication « bonne-ententiste » qui a été présentée aux écoliers québécois.

Le sujet de l'ouvrage est certes très intéressant ; sa lecture nous a toutefois quelque peu déçus. D'abord, l'organisation des premiers chapitres aurait mérité d'être repensée pour éviter les répétitions excessives (par exemple sur le but de l'enseignement de l'histoire, qui demeure en fait inchangé du dernier quart du XIXe siècle aux années 1940). Autre irritant, la différence de ton entre les chapitres, ceux d'Allard et Bouvier intégrant peut-être trop de jugement personnel contrairement aux chapitres d'Aubin et Larouche, plus neutres. De plus, les quatre chapitres de Bouvier sur le secondaire sont trop détaillés pour la nature de l'ouvrage. Nous aurions trouvé le propos plus intéressant s'il avait été synthétisé en deux chapitres. Bien que pertinente, la conclusion, qui aurait pu pallier le manque de cohérence du livre, n'est qu'une suite (sept pages !) de questions. Or, il convient de souligner le chapitre très intéressant de Gilles Laporte sur la disparition progressive des cours d'histoire nationale dans les cégeps. En

ce sens, le cours obligatoire d'histoire du Québec que le gouvernement actuel veut imposer au collégial est plutôt intéressant... Comme quoi, l'histoire n'est pas terminée!